



Décision n° 2018-388

autorisant un survol d'aéronef motorisé
à moins de 1000 mètres du sol en cœur du Parc national,

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et la modalité 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la décision n°2018-326 du 21 août 2018, autorisant des héliportages d'installation et de repli de chantier à la Baisse de la Valmasque,

VU la demande présentée le 28 septembre 2018 par Monsieur FONTAINE Ludovic, conducteur de travaux au sein de l'Office national des forêts,

Considérant que la demande porte sur l'avancement de la date de repli du chantier de la Baisse de la Valmasque,

Décide :

Article 1er :

L'article 2 de la décision n°2018-326 du 21 août 2018 sus-visée est modifié comme suit :

« Sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint de la date exacte des survols, 24h à l'avance par courriel ou contact direct, les périodes autorisées sont les suivantes :

- semaine du 27 au 31 août 2018, installation du chantier et transport des pierres ;
- journée du jeudi 04 octobre 2018, repli du chantier.

En cas de force majeure (intempérie, avarie technique, retard d'exécution...), le report des survols est autorisé sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) »

Article 2 :

Les autres dispositions de la décision n°2018-326 demeurent inchangées, y compris le plan de vol annexé.

Article 3 :

Les bénéficiaires devront présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-326, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 1^{er} octobre 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER